

Finances

Les anciens ministres des finances, et notamment l'honorable John Turner, n'étaient pas enclins à tenir l'économie en contrainte. Ils n'étaient pas enclins à dire aux Canadiens que d'importants changements s'imposaient pour résoudre nos problèmes. Ils étaient davantage intéressés à recevoir des compliments politiques pour la façon dont ils réussissaient finement à se sortir de situations difficiles. Le gouvernement ne peut dire qu'il ignorait ce qui se passait. Les problèmes que le Canada connaît aujourd'hui n'étaient pas difficile à prévoir. N'importe qui pouvait prévoir que ces problèmes allaient se poser.

Il y a un an, le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) a signalé que, si le gouvernement persistait à appliquer des politiques entraînant des déficits importants au compte de notre balance des paiements, la valeur du dollar fléchirait sensiblement. Toute dévaluation marquée soulève une puissante vague inflationniste. Aussi, notre taux d'inflation était prévisible. Une bonne part de cette inflation est le résultat de la dévaluation qui se produit simultanément. Le résultat net de la situation, c'est qu'aux yeux du monde, nous avons un gouvernement discrédité. C'est ce qui s'exprime dans la façon dont la valeur du dollar a baissé ces deux ou trois derniers jours. Personne n'a confiance dans la gestion économique du Canada. Si la confiance existait, il n'y aurait pas de problème.

M. Anderson: Cela se propage.

M. Gillies: Cela ne se propage pas. C'est que nulle part au monde, on a confiance dans l'administration économique du Canada.

● (2212)

Voici la grande question: pourquoi notre économie a-t-elle été aussi mal gérée? Le ministère des Finances est en partie responsable. Absolument toutes ses prévisions étaient fausses. La politique monétaire adoptée par la Banque du Canada au milieu des années 70 a produit des résultats désastreux. C'est de la folie furieuse que d'avoir laissé nos déficits s'accumuler alors que le taux de croissance diminuait, et tout le monde a pu constater que cela suscitait de gros problèmes.

Bien des députés prient le gouvernement de changer son fusil d'épaule dans le domaine économique depuis plusieurs années. Nous devrions adopter une politique économique ouverte, qui renferme des éléments destinés à faire contrepoids. Dans presque tous les pays, il existe une commission chargée d'étudier à fond le budget des dépenses ou de débattre les questions budgétaires avant la présentation du budget. Cela se fait avant, et pas après coup. Au Canada, les décisions économiques se prennent dans le secret et nous avons pu voir où cette attitude nous menait.

Nous avons beaucoup entendu parler de la conférence des premiers ministres, qui s'est tenue il y a environ une semaine. La réaction de l'opinion mondiale n'a pas tardé à se faire sentir. Dès que les gens se sont rendu compte de ce qui s'était passé à cette conférence et qu'ils ont compris ce que le gouvernement avait l'intention de faire, les marchés financiers ont réagi et le dollar a baissé. On peut dire ce qu'on veut de cette conférence, mais le verdict des marchés financiers mondiaux est on ne peut plus clair et démontre que se fut, un échec, cela parce qu'aucune politique concrète n'a été adoptée pour faire face à la situation que le Canada connaît en ce moment. Il n'y a pas de secret à cela et ce n'est pas difficile à comprendre, mais il faut faire quelque chose.

[M. Gillies.]

On a parfois l'impression de rêver lorsqu'on entend les députés ministériels parler de la gestion économique du pays. Juste avant la conférence des premiers ministres, le gouvernement a publié ses prévisions économiques à court terme. Elles étaient ridicules. Selon ces prévisions économiques à court terme, l'inflation devrait baisser. Au même moment, le dollar subissait une baisse. Or, si le dollar baisse, cela signifie une hausse de l'inflation. Cela n'a aucun sens.

Le gouvernement parle de diminuer le chômage et, en même temps, d'augmenter les investissements. Or, on ne peut s'attendre à une augmentation des investissements en période d'inflation croissante. Il est ridicule d'avancer de telles propositions. C'est exactement là l'opinion des marchés mondiaux sur cette conférence et sur le dollar.

Un climat de confiance est un élément essentiel du fonctionnement économique d'un pays. Vous ne pouvez vraiment pas faire grand-chose si vous n'avez pas confiance dans votre pays. En effet, sans cette confiance, il serait difficile de mettre en application une politique économique, quelle qu'elle soit. Il est intéressant de rappeler ce que l'on disait de la confiance que les gens avaient dans le gouvernement de la république de Weimar dans les années 20. Nous savons ce qui est advenu de la république de Weimar précisément parce que les gens manquaient de confiance dans son gouvernement. Dans les années 30, le manque de confiance a été général jusqu'à l'élection de Franklin Roosevelt pour son premier mandat. Son conseil suivant lequel «nous n'avons rien à craindre sinon la crainte elle-même» est, je crois, plus important que toute théorie économique parce qu'à cette époque-là, les Américains avaient surtout besoin de regagner confiance. Je tiens donc à dire aussi sérieusement que je le puis que la façon dont le ministre des Finances gère notre économie est en train de détruire l'élément fondamental et le plus important à une relance économique du pays: la confiance.

Des voix: Bravo!

M. Gillies: Personne ne le croit. Le ministre des Finances ne ressemble à aucun autre ministre, et cela je le dis sans intention péjorative. Il faut qu'il pèse chaque mot qu'il prononce. Il ne peut pas se permettre de pratiquer l'humour, sinon les banques suisses pourraient se demander où il veut en venir. Les gens lisent et écoutent les affirmations du ministre des Finances. S'il apparaît qu'il est impossible de croire ou de comprendre ou de tirer une indication quelconque de ce qu'il dit, sa crédibilité est perdue, et avec elle toute confiance dans sa gestion économique.

Je dis le plus sérieusement du monde qu'en matière économique le gouvernement n'inspire plus confiance. Je ne sais si le ministre des Finances pourra reconquérir sa crédibilité. Vous aurez beau rire, je vous dis que le problème le plus grave aujourd'hui c'est l'absence de crédibilité du gouvernement, l'absence de confiance dans les paroles du ministre des Finances. Je vous dis que la confiance est ébranlée. On n'a plus confiance dans les politiques économiques du gouvernement, parce que du jour au lendemain il fait le contraire de ce qu'il avait juré de faire. Mais cela, ça finit par s'arranger. Ce qui ne s'arrange pas ce sont les opérations journalières sur les marchés de change. Les opérateurs, qu'il s'agisse de la banque d'Angleterre, du gouvernement américain ou des banques commerciales américaines, écoutent et suivent ce que dit le ministre des Finances.